

Les élus souhaitent l'installation d'un centre des finances publiques

Les élus souletins s'insurgent contre la création de deux pôles des finances publiques à Hasparren et Saint-Jean-de-Luz pour traiter les dossiers du Pays basque.

La réforme du réseau des finances publiques est lancée et c'est la directrice départementale, Marie-Josée Guichandut, qui a la charge de la piloter. Avant d'entrer dans la phase décisionnelle, elle a souhaité aller à la rencontre des élus locaux. C'est ce qu'elle a fait, en compagnie du sous-préfet d'Oloron, Christophe Pécate, lundi soir à Mauléon.

Une quarantaine d'élus de toute la Soule était venue écouter ses arguments. Prélèvement à la source de l'impôt, suppression de la taxe d'habitation ou encore usage massif de la dématérialisation des dossiers : autant d'arguments qui expliquent la nécessaire redéfinition du réseau des finances publiques dans le département.

« Un rouleau compresseur »

Dans le projet, pas encore ficelé, une chose a fait sursauter les élus souletins : la création de deux pôles, d'une douzaine d'employés chacun, pour traiter les dossiers du Pays basque : un à Hasparren et l'autre à Saint-Jean-de-Luz. Et la Soule dépendrait du centre installé sur la côte !

« On a un rouleau compresseur qui s'est mis en route, a



Marie-Josée Guichandut est venue à la rencontre des élus souletins avec le sous-préfet d'Oloron. © GILLES CHOURY

« NOUS AVONS DE L'ESPACE ET MÊME DES LOCAUX POUR ACCUEILLIR DES EMPLOIS PUBLICS »

MICHEL ETCHEBEST, MAIRE DE MAULÉON

dénoncé Pepela Mirande, le conseiller départemental. On nous supprime des services qui fonctionnaient pour nous rattacher à des villes dont on ne peut pourtant pas dire que nous sommes dans le même bassin de vie. Ni géographique, ni économique ! ».

Le maire de Mauléon, Michel Etchebest, est allé dans le même sens mais s'est adressé avant tout au sous-préfet d'Oloron : « Je m'adresse à vous, parce que c'est une décision de l'État ! Or pourquoi l'État amènerait-il des emplois publics dans des zones qui ont déjà du mal à loger leur population ? Veut-on rajouter des habitants aux habitants ? Nous, nous avons de l'espace et

même des locaux pour les accueillir. Je vous parle en terme d'aménagement du territoire et l'État a un devoir de rééquilibrer les choses en ne vidant pas davantage les zones rurales ».

Dominique Boscq, le maire de Lacarry et vice-président de l'agglomération Pays basque, a rappelé que la chose est techniquement possible. « Nous avons déconcentré des services de notre nouvelle intercommunalité en installant par exemple un pôle finance à Mauléon qui gère les dossiers du Pays basque intérieur. Ce que nous avons fait, l'État peut le faire ».

« Un manque de considération »

Jean Marc Baranthol, le maire de Barcus, a rappelé que la Soule avait payé un lourd tribut à la disparition des services publics : « Nous avons perdu la trésorerie de Tardets, la compagnie de gendarmerie de Mauléon, la MSA, la caisse primaire d'assurance-

maladie, soit 25 familles qui ont quitté le territoire. Et pour nous c'est beaucoup ! Or ce sont des emplois faciles pour les zones rurales puisqu'ils sont pérennes et ne dépendent que de la volonté de l'État ».

Léonie Agueraray, la maire de Musculdy, a enfoncé le clou : « La ruralité souffre d'un manque de considération. Une évaluation a-t-elle été faite pour savoir si les nouveaux services mis en place ne coûteront pas plus au contribuable que l'existant ? En un mot, la ruralité coûte-t-elle trop cher ? »

Devant tant d'arguments, Christophe Pécate a promis « de remonter les préoccupations des élus de Soule et notamment l'argument concernant l'aménagement du territoire ». Et Marie-Josée Guichandut a bien souligné que « les décisions ne sont pas encore prises et que l'on en est actuellement à la phase de concertation ».